

VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Suisse et Liechtenstein

Une publication du SE de Berne
Semaine du 19 janvier 2026

Faits saillants

- Davos 2026 : l'Europe affiche son unité face au Président Trump.
 - IA à Davos : Emmanuel Macron inaugure le European Centre for AI Excellence (ECAIE) qui sera basé à Paris.
- ... et aussi une publication inédite du Service économique (SE) sur le phénomène d'îlot de cherté en Suisse, à consulter [ici](#).

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 23/01	Var. vs 15/01
EUR/CHF	0,9276	- 0,4 %
USD/CHF	0,7934	- 0,9 %
SMI	13192	- 1,7 %
Taux 10a	0,305 %	+ 1 pb

Macroéconomie

Forum de Davos : L'édition, à forte tonalité géopolitique, du Forum économique mondial de Davos 2026 a été largement marquée par la venue du Président Trump les 21 et 22 janvier et de son importante délégation (Chris Wright, Howard Lutnick, Marco Rubio, Scott Bessent, Steve Witkoff, Jared Kushner notamment). Elle a par ailleurs mobilisé un nombre record de participants (environ 3000 participants selon les organisateurs), dont 64 chefs d'Etat et de Gouvernement et 850 dirigeants d'entreprise, avec une part prépondérante d'acteurs étatsuniens (28% des inscrits).

Face aux revendications persistantes de Donald Trump sur le Groenland et ses menaces de sanctions commerciales, les dirigeants européens ont affiché une unité et une fermeté accrues face à ce qu'ils perçoivent comme une remise en cause croissante des principes de l'ordre international. Dans ce contexte, le Président de la République, Emmanuel Macron, a dénoncé le retour de la « loi du plus fort » et a rappelé l'attachement de l'Europe à l'État de droit, à la prévisibilité et au dialogue. Il a souligné la nécessité de rester collectivement pleinement mobilisés autour des intérêts et défis communs (croissance, paix, climat) et a appelé au renforcement de l'Europe, en améliorant la protection de nos économies afin de garantir une concurrence équitable, en simplifiant les règles, et en soutenant l'investissement et l'innovation. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a pour sa part appelé à construire une « nouvelle indépendance européenne ».

Présent à Davos, le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau, a estimé que « l'Europe doit se défendre, mais aussi se réveiller et jouer ses propres cartes », faisant écho au discours remarqué du Premier ministre canadien, Mark Carney, appelant les puissances moyennes à renforcer leur coopération et à mobiliser leurs ressources propres. François Villeroy de Galhau a ainsi rappelé la feuille de route européenne présentée dans le rapport Draghi de 2024, visant à renforcer la compétitivité et la résilience économique de l'UE, notamment par la création d'un véritable marché

européen des capitaux et par une meilleure mobilisation de l'épargne des Européens, encore largement investie hors du continent.

Forum de Davos - Suisse : Lors de son discours à Davos, le président américain a également tenu des propos désobligeants à l'égard de la Suisse, affirmant que celle-ci « ne serait plus la Suisse sans les États-Unis », et dénonçant ce qu'il a qualifié d'« attitude agressive » de l'ancienne présidente de la Confédération Karin Keller-Sutter lors des négociations sur les droits de douane.

Face à ces déclarations, le président de la Confédération pour 2026, Guy Parmelin a adopté une approche prudente, soucieux de ne pas compromettre les négociations douanières sensibles en cours avec les États-Unis. A l'issue du discours, il a conduit du reste une délégation, comprenant notamment Karin Keller-Sutter, actuellement conseillère fédérale aux finances, et Ignazio Cassis, conseiller fédéral aux affaires étrangères, à une brève rencontre bilatérale avec Donald Trump, centrée sur l'accord commercial en discussion.

Pour le Conseil fédéral, le Forum de Davos revêt une importance particulière, l'événement faisant écho à la volonté du pays de conforter son rôle revendiqué de médiation et dialogue dans les relations internationales. Au total, 4 des 7 conseillers fédéraux ont participé au Forum (Guy Parmelin, Karin Keller-Sutter, Ignazio Cassis et Martin Pfister, le conseiller fédéral à la défense), et ont multiplié les entretiens bilatéraux.

Forum de Davos – IA et Attractivité : Au-delà des enjeux géopolitiques, le Forum de Davos a ciblé les échanges sur les leviers de la croissance économique et l'IA. A cette occasion, le Président de la République, Emmanuel Macron, a inauguré officiellement le European Centre for AI Excellence (ECAIE), dont l'ouverture est prévue à Paris d'ici la fin de l'année. Selon le Président, cette initiative conjointe du WEF et de VivaTech vise à renforcer la souveraineté technologique européenne et à structurer un écosystème de recherche et d'innovation de rang mondial.

Forum de Davos – OMC : A l'initiative de la Suisse, en marge du Forum de Davos, 21 ministres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) se sont réunis pour discuter du rôle de l'OMC face aux défis mondiaux en matière de politique commerciale (cf. [communiqué du Conseil fédéral](#)). Les discussions ont d'abord porté sur des dossiers proches d'un accord, notamment l'intégration de l'accord sur la facilitation de l'investissement dans les règles de l'OMC et la prolongation du moratoire sur les droits de douane pour le commerce électronique. Les ministres ont ensuite échangé leurs points de vue sur les priorités de la réforme, qui seront au cœur de la 14^e Conférence ministérielle ordinaire de l'OMC prévue fin mars 2026 à Yaoundé, au Cameroun. Dans un contexte de remise en cause des règles établies, la Suisse réaffirme ainsi son engagement en faveur d'un système commercial multilatéral fondé sur des règles.

Ilot de cherté : Le Service économique de Berne s'est penché ces derniers mois sur le phénomène d'ilot de cherté de la Suisse. Le pays est en effet environ 60 % plus cher que ses voisins. Cette spécificité touche davantage les prix de la consommation, notamment de services, que ceux de l'investissement. L'ilot de cherté révèle une économie duale : des branches exportatrices très productives aux salaires élevés et un secteur domestique contraint de s'y aligner, tirant durablement les prix à la hausse. Ce modèle reste socialement acceptable grâce à des protections ciblées (agriculture) et aux revenus élevés qu'il engendre. *Retrouvez l'ensemble de l'étude [ici](#).*

Secteurs non financiers

Energie : Le Congrès suisse de l'électricité s'est tenu les 15 et 16 janvier 2026 à Berne, réunissant plus de 500 participants issus des secteurs de l'énergie, de la politique, de l'économie et de la recherche. Placé sous la devise « mind the gap », l'événement visait à trouver des solutions coordonnées pour garantir la sécurité d'approvisionnement électrique du pays. Les débats ont porté sur les défis majeurs de la transition énergétique : sécurité d'approvisionnement, maîtrise des prix, décarbonation, mise en œuvre de la nouvelle loi sur l'électricité et coopération avec l'UE. L'Association des entreprises électriques suisses (AES) y a présenté son nouvel « indice suisse d'approvisionnement en électricité », destiné à évaluer le niveau de sécurité énergétique du pays à

moyen et long terme (cf. VEF de la semaine du 12 janvier). Selon cet indicateur, la situation se détériore progressivement à l'horizon 2050. Face à ce constat, l'AES appelle à prendre des mesures rapidement, notamment la conclusion d'un accord sur l'électricité avec l'UE, l'examen et le développement de solutions de stockage saisonnier ainsi que la réalisation de projets hydroélectriques alternatifs. Bernard Fontana, PDG d'EDF, a souligné dans son discours l'importance des partenariats transfrontaliers pour la stabilité du système. Il a annoncé un renforcement des exportations françaises d'électricité vers la Suisse durant l'hiver, période critique pour le pays. Au-delà des débats, plusieurs priorités communes ont émergé des discussions : accélérer le développement du réseau, renforcer la flexibilité du système pour assurer sa stabilité, et alléger le cadre réglementaire qui contraint les acteurs du secteur.

Energie – Nucléaire : La commission de l'énergie du Conseil des Etats (*chambre haute du Parlement*) a approuvé mardi 20 janvier la levée de l'interdiction de construire de nouvelles centrales nucléaires, par 10 voix contre 2 et 1 abstention. Elle suit ainsi le Conseil fédéral dans son contre-projet à l'initiative populaire « Stop au black-out ». Ce contre-projet précise que toutes les formes de production électrique respectant l'environnement et le climat doivent être autorisées, proposant de rouvrir la porte au nucléaire, en misant sur les nouvelles technologies qui rendraient les centrales plus sûres. Face à la forte hausse attendue de la consommation d'électricité, la commission considère cette réouverture au nucléaire comme un levier essentiel pour garantir la sécurité d'approvisionnement du pays à long terme. Le Conseil national (*chambre basse*) doit encore se prononcer sur l'initiative populaire et le contre-projet du Conseil fédéral.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

<http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international>

Responsable de la publication : Etienne OUDOT de DAINVILLE

Rédaction : Julie MURO, Justine BULTEL

Abonnez-vous : berne@dgtresor.gouv.fr

Clause de non-responsabilité : le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Crédits visuels : Pixabay